

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 15 mars 2016

Direction des finances

12 2016.RRGR.55 Motion financière 012-2016 PLR (Haas, Berne) Baisse des impôts des personnes physiques et des personnes morales Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 012-2016
Type d'intervention: Motion financière
Déposée le: 18.01.2016
Déposée par: PLR (Haas, Berne) (porte-parole)
PLR (Kohler, Spiegel b. Bern)
PLR (Müller, Berne)
Cosignataires: 9
Urgence: accordée le 21.01.2016
N° d'ACE: 192/2016 du 24 février 2016
Direction: FIN

Baisse des impôts des personnes physiques et des personnes morales

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que

1. dans le budget 2017, la quotité d'impôt soit réduite de 0,5 dixième,
2. dans le PIMF 2018-2020, il soit prévu d'abaisser la quotité d'impôt de 0,5 dixième supplémentaire et
3. que de plus, la réduction de l'impôt sur les bénéfices prévue dans la réalisation de la stratégie fiscale du 17 septembre 2015 soit prise en compte ou que des excédents équivalents soient prévus dans le PIMF 2018-2020.

Développement :

Même les révisions 2012, 2014 et 2016 de la loi sur les impôts n'ont pas suffi à rendre le canton de Berne plus attractif du point de vue fiscal pour les personnes physiques. Les contribuables de toutes catégories, à l'exception des personnes vivant seules et des couples avec enfants et un revenu brut d'environ 40 000 francs, sont massivement surimposés (le canton de Berne occupant le 26^e rang en comparaison intercantonale). Il en résulte que les entreprises ont du mal à recruter des cadres et que bon nombre de personnes fortunées ont élu domicile hors du canton. Les conséquences en sont l'affaiblissement de l'économie, la perte de substrat fiscal et l'accroissement des mouvements pendulaires.

Dans la catégorie des personnes morales, il est tout aussi urgent d'agir. La mobilité croissante du travail et du capital font de la charge fiscale qui pèse sur les personnes morales un critère important dans le choix du site. Il y a quelques années, le canton de Berne n'était pas si mal positionné en comparaison intercantonale (p. ex. 7^e rang en 2005), mais aujourd'hui, il est pratiquement dernier du classement, au 24^e rang. Le Conseil-exécutif a lui-même reconnu au moment de l'élaboration de la stratégie fiscale qu'il était urgent de prendre des mesures dans ce domaine.

Dans la stratégie économique 2025, le Conseil-exécutif explique que le canton de Berne doit « progresser dans le classement des cantons les plus attractifs au plan fiscal » (p. 21).

Le Grand Conseil a lui aussi reconnu la nécessité d'agir, puisqu'il a clairement adopté une déclaration de planification de la Commission des finances au sujet du PIMF 2017-2019 à la session de novembre 2015.

La présente motion financière a pour objet de demander l'abaissement de la quotité d'impôt dans le prochain budget et le prochain plan intégré mission-financement, de manière à apporter un allègement aux personnes physiques et aux personnes morales et, d'autre part, que la révision 2018 de la loi sur les impôts tienne compte de la stratégie fiscale afin d'apporter un allègement supplémentaire aux personnes morales dans l'optique de la réforme de l'imposition des entreprises III.

La présente motion demande donc une combinaison d'abaissements de la quotité d'impôt pour les personnes physiques et les personnes morales, étant entendu qu'à la différence de la mise en œuvre de la stratégie fiscale moyennant la révision de la loi sur les impôts, l'abaissement de la quotité d'impôts apporte un allègement aux deux catégories de contribuables et ne concerne que le canton.

Afin de permettre la réalisation de la motion, le Conseil-exécutif est tenu de présenter au Grand Conseil, outre le projet de révision 2018 de la loi sur les impôts, un programme d'austérité portant plus particulièrement sur les dépenses.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion financière charge le Conseil-exécutif de prendre des mesures financières concernant le volet financier du prochain budget ou du prochain plan intégré mission-financement. En matière budgétaire, la motion financière a valeur d'instruction dans la mesure où elle ne limite pas significativement les compétences que la Constitution confère au Conseil-exécutif pour dresser le budget. Pour cela, le gouvernement doit en effet disposer de la liberté d'action nécessaire que lui confère la Constitution pour apprécier l'évolution économique et financière et en dégager les mesures de pilotage fiscal et financier à court et moyen termes ; sans cette liberté, il pourrait éventuellement devoir soumettre au Grand Conseil un budget qui ne correspond, dans sa totalité ou ses parties essentielles, ni à son évaluation, ni à sa volonté. L'article 89 de la Constitution cantonale donne d'ailleurs toute latitude au Conseil-exécutif pour arrêter le budget (à l'intention du parlement) et élaborer le plan intégré mission-financement sous sa propre et entière responsabilité. Le parlement ne peut pas déroger à cette règle constitutionnelle par le dépôt d'une motion financière réclamant l'introduction d'une mesure particulière dans l'un des deux arrêtés de planification. La motion financière contraint certes le Conseil-exécutif à étudier sérieusement la requête du Grand Conseil, mais elle ne peut pas le priver de la compétence et de la propre et entière responsabilité dont il jouit pour élaborer et arrêter le budget et le plan financier à l'intention du parlement. La motion financière a donc logiquement aussi pour fonction d'informer suffisamment tôt le Conseil-exécutif de l'esprit dans lequel Grand Conseil souhaite que soient dressés le budget et le plan financier.

La stratégie fiscale du canton de Berne (rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil) a été mise en consultation de septembre à décembre 2015. Ce texte prévoit principalement de baisser l'impôt des personnes morales, notamment dans la perspective de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Le Conseil-exécutif y indique qu'un allègement significatif de l'impôt des personnes physiques, qui se justifierait en soi d'un point de vue fiscal, se traduirait par un manque à gagner intenable compte tenu de la politique financière actuelle du canton de Berne.

Dans le projet mis en consultation, le gouvernement proposait de financer une partie des pertes fiscales induites par la stratégie fiscale par une modification de l'impôt sur les véhicules à moteur (relèvement au niveau de la moyenne suisse). Il comptait également sur les rentrées fiscales de l'évaluation générale 2019 des immeubles et des forces hydrauliques, projet soumis au Grand Conseil. Grâce à ces deux mesures génératrices de revenus fiscaux, les conséquences financières de la stratégie fiscale auraient été supportables au moins à moyen terme pour le budget cantonal et pour les communes, compte tenu des perspectives financières qu'auguraient le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019 vers la fin de l'année dernière.

Toutefois, le Grand Conseil a renvoyé le projet d'évaluation générale 2019 à une courte majorité (74 voix contre 68) lors de sa session de janvier dernier. Il a indiqué qu'il souhaitait le réexaminer en même temps que la stratégie fiscale, c'est-à-dire avec la révision 2018 de la loi sur les impôts. En conséquence, il faudra attendre au moins un an de plus, soit 2021 au lieu de 2020, pour qu'une évaluation générale dégage des recettes fiscales. En outre, l'autre mesure, c'est-à-dire la modification de l'impôt sur les véhicules à moteur, a été critiquée en procédure de consultation.

A cette situation, qui est déjà un frein considérable à la mise en œuvre de la stratégie fiscale, s'ajoute le fait que les perspectives financières à moyen et long termes se sont nettement détériorées par rapport à ce qu'elles étaient l'an dernier au moment de la planification. La suppression du taux plancher du franc suisse face à l'euro a considérablement affaibli la conjoncture de notre pays. A moyen terme, le budget bernois s'en ressentira aussi (ex : ralentissement de la croissance, voire baisse des rentrées fiscales, hausse du chômage, augmentation de l'aide sociale économique, etc.). Les conséquences financières à moyen terme de cette évolution de la conjoncture sont en cours d'analyse et les décisions qui seront prises en

matière de baisses d'impôt devront impérativement en tenir compte. Il serait irresponsable de baisser ponctuellement et isolément les impôts avant d'avoir une vue d'ensemble des perspectives financières.

Le Conseil-exécutif remanie en ce moment la stratégie fiscale compte tenu des résultats controversés de la consultation et du changement des conditions financières. Vu la situation financière et fiscale qui vient d'être exposée, le Conseil-exécutif estime qu'il est indispensable de mener le débat politique sur la portée et le financement de la stratégie fiscale sur la base de chiffres actualisés. Or ceux-ci seront disponibles en août 2016 au plus tôt, lorsque le budget 2017 et le plan intégré mission-financement 2018-2020 seront rendus publics. Cette évaluation de la situation financière par le Conseil-exécutif sera également discutée lors du processus de planification dans le cadre du dialogue avec la Commission des finances portant sur le budget 2017 et le plan intégré mission-financement 2018-2020.

Réduire isolément la quotité d'impôt, c'est-à-dire en faisant abstraction de l'optique globale de la stratégie fiscale, ainsi que le propose la présente motion, menace l'équilibre budgétaire du canton et fait planer le risque de nouveaux programmes d'économies, cela alors même que la situation économique générale est difficile. Compte tenu de l'ordre de grandeur financier des allègements nécessaires et des nombreuses restrictions budgétaires de ces dernières années (ex : mesures récentes et parfois douloureuses issues de l'examen des offres et des structures 2014 [EOS], planification de rechange de 2009, train de mesures de 2010, programme d'allègement budgétaire de 2012), il y a de fortes chances que d'éventuelles mesures ayant pour seul but de financer des baisses d'impôt se heurtent à une farouche résistance politique. Le financement de la stratégie fiscale est donc au cœur de conflits d'intérêts : il est en concurrence avec le financement d'une bonne offre de services publics en faveur de la population bernoise, un niveau d'endettement finançable sur le long terme, un volume d'investissements propice à l'évolution positive de l'économie bernoise et la compétitivité des conditions d'engagement du personnel cantonal et du corps enseignant.

Au final, il incombera aux forces politiques du canton de Berne de trouver le juste équilibre entre tous ces intérêts contradictoires et de prendre des décisions politiques adéquates sur cette base. Le Conseil-exécutif recommande vivement de ne pas prendre ces décisions isolément, mais dans une optique globale des finances et des impôts, et sur la base des chiffres actualisés du budget et du plan intégré mission-financement, ainsi que de la stratégie fiscale après son remaniement à l'issue de la consultation. Si des baisses d'impôt non financées sont décidées isolément, cela n'aura pas pour seule conséquence que de limiter en vain la possibilité d'une stratégie fiscale globale et prospective. Pour financer ces baisses, il faudra aussi envisager (comme dans le cadre de l'EOS) des mesures qui toucheront directement et très douloureusement les citoyens et citoyennes, ainsi que les institutions accomplissant des tâches publiques.

Prise de position de la Commission des finances

Pour définir la portée d'une motion, financière ou non, il faut se référer à la Constitution cantonale et plus précisément à son article 80, alinéa 1. Cette disposition donne au Grand Conseil le droit d'attribuer des mandats au Conseil-exécutif (par voie de motion entre autres). La Constitution, toujours dans cette même disposition, définit également la portée de ces mandats : la motion qui porte sur un domaine ressortissant au Grand Conseil ou au peuple a valeur d'instruction contraignante. Celle qui porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif n'a par contre que valeur de directive (art. 80, al. 1, 2^e phrase ; cf. également art. 63 LGC).

Pour déterminer si la présente motion a valeur d'instruction ou de directive, il faut se référer à l'autorité à qui ressortit exclusivement le domaine en cause. Les attributions du Conseil-exécutif définies par l'article 89, alinéa 1 ConstC ne limitent bien évidemment en rien les compétences financières exclusives du Grand Conseil garanties par la Constitution, telles que le droit du Grand Conseil de traiter le plan intégré mission-financement (art. 75 ConstC) et celui d'arrêter le budget et la quotité de l'impôt (art. 76, lit. a et c ConstC). La portée de la motion n'est donc pas déterminée par l'identité de l'autorité qui élabore le projet, celle qui par exemple prépare le projet de budget à l'attention du parlement, mais bien plutôt par celle qui statue en dernier ressort sur le projet. C'est la raison pour laquelle les mandats du Grand Conseil (et en particulier les motions financières) concernant le budget, le plan intégré mission-financement et la quotité de l'impôt (comme le réclame la présente intervention) ont valeur d'instruction contraignante. En effet, c'est au Grand

Conseil et non au Conseil-exécutif que ressortit la compétence exclusive de statuer sur ces affaires (cf. art. 80, al. 1, 1^{re} phrase ConstC en relation avec art. 75 et art. 76, lit. a et c ConstC).

Après examen, la Commission des finances propose l'adoption de la motion financière à une courte majorité. Berne étant en queue du peloton des cantons s'agissant de la charge fiscale, il est urgent d'agir. Les régions limitrophes du canton sont exposées à un risque d'exode de la population. Conscient des problèmes, le Grand Conseil a adopté à une nette majorité une déclaration de planification de la Commission des finances lors des débats budgétaires de novembre dernier. Cette déclaration réclame une marge de manœuvre pour baisser les impôts des personnes physiques et morales.

Fin 2015, la presse a rapporté l'accueil majoritairement négatif réservé à la stratégie fiscale lors de la procédure de consultation. Les critiques portaient sur l'absence de mesures en faveur des personnes physiques alors même que le Conseil-exécutif reconnaît la nécessité d'agir sur ce point. C'est pour cette raison précisément que, aux yeux de la majorité de la Commission des finances, le moment est venu d'émettre un signal et d'alléger raisonnablement l'imposition des personnes physiques. Une réduction de 0,5 dixième correspond à une baisse des recettes fiscales d'environ 70 millions, une perte supportable sur un budget de dix milliards de francs. Cette réduction modeste du taux de l'impôt pourrait mettre la population dans de bonnes dispositions face à l'allègement de la fiscalité des personnes morales, certes induit par la réforme de l'imposition des entreprises, mais beaucoup plus marqué. La réduction générale du taux de l'impôt a l'avantage de la simplicité, puisque cette mesure concerne tous les impôts cantonaux, sans pour autant induire de manque à gagner pour les communes.

La minorité de la commission estime qu'il faut attendre la présentation de la version remaniée de la stratégie fiscale. Il faut disposer d'une vue d'ensemble pour pouvoir décider quelles mesures prendre. La stratégie fiscale sera délibérée en juin 2016 par le Grand Conseil et elle sera donc présentée ces prochaines semaines. Le projet envoyé en consultation a certes été critiqué, mais on ne sait pas comment se présentera la proposition définitive du Conseil-exécutif. Globalement, de nombreuses incertitudes planent sur la politique financière. Le Grand Conseil a renvoyé le décret sur l'évaluation générale des immeubles non agricoles et des forces hydrauliques lors de la session de janvier et l'augmentation de l'impôt sur les véhicules à moteur proposée dans le projet de stratégie fiscale envoyé en consultation a soulevé une farouche résistance : il faut donc trouver d'autres sources de financement. Par ailleurs, les perspectives financières se sont assombries. Un manque à gagner de 70 à 140 millions sur les revenus est tout sauf négligeable et il est fort probable qu'un nouveau train de mesures d'économie sera nécessaire si ces pertes se concrétisent. La votation du 28 février dernier sur la réduction des primes de l'assurance-maladie l'a bien montré, il est tout aussi important pour la population de bénéficier d'un service public de qualité que d'être imposée sans excès.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 12, Finanzmotion FDP «Notwendige Schritte zur Senkung der Steuern für natürliche und juristische Personen». Die Haltung der Regierung besagt, dass es sich um eine Richtlinienmotion handelt. Die Regierung lehnt die Finanzmotion ab. Jetzt haben wir den Antrag der FiKo, dass die Finanzmotion als verbindliche Motion einzustufen sei. Ich möchte zuerst kurz auf die Frage eingehen, ob so ein Antrag zulässig ist, weil diese Frage an mich herangetragen wurde. Deshalb möchte ich dazu kurz eine Erläuterung abgeben. Vorweg noch folgende Bemerkung: Die Idee wäre, eine erste Debatte zu dieser Frage zu führen und eine zweite zur inhaltlichen Frage. Meiner Meinung nach ist dieser Antrag zulässig. Einerseits geht es um ein hängiges Geschäft – also die vorliegende Finanzmotion – und andererseits hat hier der Regierungsrat gewissermassen den Verbindlichkeitscharakter auf das Tapet gebracht, indem er sagt, es handle sich um eine Richtlinienmotion. Daraufhin hat sich die Finanzkommission geäussert, die das anders einschätzt. Schon nur aufgrund von Artikel 30 der Geschäftsordnung des Grossen Rats, kann sich das Büro – oder letztendlich der Grosse Rat – zum Richtliniencharakter oder der Form der Verbindlichkeit äussern. Wir sehen dies auch in Artikel 79 unserer Kantonsverfassung, wo im Buchstaben d steht, dass der Grosse Rat bei Zuständigkeitskonflikten zwischen den obersten kantonalen Behörden entscheidet. Das ist die Grundlage, die uns im Präsidium zur Überzeugung gebracht hat, dass dieser Antrag zulässig ist.

Nun handelt es sich in dem Sinn um eine rechtliche Frage, und die Finanzkommission kommt zu

einem anderen Ergebnis als der Regierungsrat. Deshalb ist das die erste Frage, die wir miteinander klären werden: also keine politische, sondern eine rechtliche Frage. Und ich bitte das Parlament zu respektieren, dass die inhaltliche Diskussion nachher kommt und wir jetzt als erstes die rechtliche Frage klären. Dazu gebe ich zuerst der Antragstellerin – der Finanzkommission – das Wort. Herr Grossrat Iseli, Sie haben das Wort zu dem Antrag «Die Finanzmotion ist als verbindliche Motion einzustufen».

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Das Geschäft hat eine relativ hohe Wichtigkeit. Wir haben vor zwei Jahren das Grossratsgesetz neu eingeführt und darin die Möglichkeit einer Finanzmotion gegeben. Das war der Wille der Mehrheit des Parlaments. Jetzt bestreitet die Regierung auf dem formellen rechtlichen Weg, dass diese Motion für die Regierung verbindlich sei. Im Artikel 64 des Grossratsgesetzes ist ausgeführt, wie eine Finanzmotion zu handhaben ist. Die Finanzmotion ist in Bezug auf den Voranschlag verbindlich. Auf den Aufgaben-/Finanzplan bezogen hat die Regierung die Möglichkeit, einen Antrag umzusetzen, kann aber im Bericht darlegen, weshalb sie den Auftrag nicht erfüllen will. Aber trotzdem gilt die Finanzmotion; sie ist nach wie vor verbindlich. Das ist ein Rechtsstreit. Sie können in der Antwort auf die Motion einführend die Haltung der Regierung lesen. In der Antwort sehen Sie die Haltung der Finanzkommission zu unserem rechtlichen Gewissen, das wir haben. Wenn der Grosse Rat entscheidet, dass die Regierung Recht hat, dann nehmen Sie sich dieses Instrument, das Ihnen mehr Einfluss auf die Regierung gibt, nämlich gerade weg. Dann braucht es zukünftig keine Finanzmotionen mehr, und die Finanzkommission kann sich noch mit Dingen wie «Sachgeschäfte behandeln» beschäftigen. Aber sie muss sich nicht mehr um strategische Fragen kümmern. Ich bitte Sie, bei dieser Vorlage – und zwar im formellen Teil – der Finanzkommission Recht zu geben und Ihrem Grossratsgesetz, das Sie 2013 verabschiedet haben, zu folgen. In Artikel 64 ist die Finanzmotion abgebildet.

Le président. Ich würde jetzt an dieser Stelle den Fraktionen das Wort erteilen, wenn sie sich zu dieser rechtlichen Frage äussern möchten. – Die Fraktionen werden sich dazu äussern. Wir führen eine freie Debatte, aber wir sind sicher dankbar, wenn Sie sich klar und knapp fassen. Für die glp-Fraktion macht Frau Grossrätin Schöni den Start.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Es ist für mich ein wichtiger Aspekt: Jürg Iseli hat bereits gesagt, dass wir etwas Langfristigeres in die Wege leiten. Ich halte mich aber kurz, keine Angst. Die Verbindlichkeit dieser Motion ist für die glp klar: Sie ist verbindlich. Ich will drei Gründe nennen. Erstens: Die Finanzmotion ist die Nachfolgerin des «Auftrags», der offenbar ein stiefmütterliches Dasein gefristet hatte. Wir haben diesen durch eine Finanzmotion ersetzt. Das ist für uns klar ein Hinweis auf die Verbindlichkeit. Zweitens: Es geht um die Modulierung des Aufgaben-/Finanzplans und des Voranschlags. Da ist der Grosse Rat abschliessend zuständig. Auch das spricht für die Verbindlichkeit und nicht für eine Richtlinienmotion, für welche die Regierung die abschliessende Verbindlichkeit hat. Und drittens: Hier haben wir uns quasi selber Gesetze gemacht. In Artikel 65 steht, dass finanzseitig geforderte Massnahmen für den Voranschlag verbindlich sind, wenn sie in Form einer Finanzmotion beantragt wurden. Für den Aufgaben-/Finanzplan sind sie auch verbindlich. Jürg Iseli hat das auch gesagt. Wenn die Regierung uns aber glaubhaft machen kann, dass die Erfüllung eines Auftrags nicht möglich sei, kann sie davon abweichen. Das ist auch der Unterschied zu einem Postulat, bei dem einfach ein kleiner Bericht geschrieben werden kann und anschliessend wird das Geschäft schubladisiert. Das ist definitiv ein entscheidender Unterschied, und deshalb ist die glp klar dafür, dass der Antrag als Finanzmotion behandelt werden muss. Das ist unser Beitrag zum Formalen; zum Inhaltlichen werden wir uns nachher äussern.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Auch die SVP unterstützt den Antrag klar. Es gibt eigentlich zwei verschiedene Bereiche: Es gibt die juristische Ebene und es gibt die finanzpolitische Ebene, welche der Antrag gleichwohl auch beinhaltet. Zuerst zum Juristischen. Es ist ganz klar die Grundsatzfrage, ob es sich um eine Richtlinienmotion oder um eine Finanzmotion mit Weisungscharakter handelt. Es ist einzig und allein massgebend, wer schlussendlich abschliessend zuständig ist. Wenn man dieses Prinzip hinterfragt und hier sagt, dies sei eine Richtlinienmotion, obschon eigentlich der

Grosse Rat abschliessend verantwortlich ist, dann müssen wir generell das System der Motionen hinterfragen. Das ist genau dasselbe, wie wenn das Parlament beschliesst, es sei eine Gesetzesrevision zu machen. Dort ist es auch so, dass der Regierungsrat für die Vorbereitung zuständig ist, die Vorlage ausarbeitet, in eine Kommission bringt und anschliessend hier ins Plenum. Dort ist der Regierungsrat zuständig. Das bestreitet auch niemand. Aber beschlossen wird die Gesetzgebung am Schluss vom Grossen Rat. Und genau dasselbe haben wir hier, wenn es um diese Finanzfragen und diesen Voranschlag geht, die durch den Grossen Rat verabschiedet werden. Der Grosse Rat setzt die Steueranlage fest. Diese kann zwar der Regierungsrat ausarbeiten und vorbereiten, aber abschliessend zuständig ist der Grosse Rat, und deshalb hat eine Motion, die das verlangt, eben Weisungs- und nicht nur Richtliniencharakter.

Es gibt auch eine finanzpolitische Überlegung, weshalb es sonst überhaupt keinen Sinn mehr macht. Jedes Mal, wenn wir hier im Rahmen des Voranschlags in den Novembersessionen irgendwelche grösseren Änderungen an diesem Zahlenwerk vornehmen wollen, heisst es: «Es ist zu spät; es geht gar nicht mehr für nächstes Jahr; die Verträge sind abgeschlossen; es ist alles schon gemacht; Ihr könnt gar nicht mehr gross etwas ändern». Wenn man jetzt auf der einen Seite hier sagt, der Antrag habe keinen Weisungs-, sondern nur Richtliniencharakter, und auf der anderen Seite jedes Mal zu hören bekommt – wenn man am Voranschlag etwas massgebend an den Zahlen schrauben will –, man käme zu spät, dann braucht es keine Finanzkommission mehr. Und dann braucht es eigentlich auch den Grossen Rat nicht mehr. Dann kann einfach die Regierung ihren Voranschlag ausarbeiten und sagen: «Wir sehen das so. Das ist unsere Aufgabe. Ändern könnt Ihr ohnehin nichts mehr; es ist schon zu spät in der Entwicklung». Das kann es ja nicht sein. Deshalb ist es ganz klar sehr wichtig, dass der Grosse Rat dieses formelle Zeichen setzt. Inhaltlich kann man natürlich danach Auffassungen haben, wie man will. Man kann den Antrag ablehnen. Aber rein formell müssen wir diese Frage hier sauber und ein für alle Mal klären. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag anzunehmen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Eigentlich ist die Frage, die hier diskutiert wird – oder die Antwort darauf – selbstverständlich. Eine Motion, die in den Kompetenzbereich des Grossen Rats fällt, hat verbindlichen Charakter für die Regierung. Ich glaube, man kann nicht bestreiten, dass der Voranschlag vom Grossen Rat verabschiedet werden muss, und der Finanzplan ist vom Grossen Rat neu zu genehmigen. Natürlich muss die Regierung diese Geschäfte vorbereiten. Das ist bei einem Gesetz auch so. Wenn man eine Motion für ein Gesetz einreicht, dann bereitet die Regierung das Gesetz vor, aber am Schluss befindet der Grosse Rat darüber. Deshalb ist auch eine Motion, die in ein Gesetz «hineinmotioniert», klar keine Richtlinienmotion, sondern verbindlich. Ich habe nicht ganz verstanden, dass man das überhaupt infrage stellt. Wir haben die Diskussion schon einmal geführt und zwar in extenso. Das war im Januar 2013, als man das neue Parlamentsrecht verabschiedet und die Finanzmotion quasi als Ersatz für den Auftrag konstruiert hat. Franziska Schöni hat das schon klar gesagt. Ich lese euch einfach noch einen Satz vor, den der Präsident der Kommission damals sagte. Das war Peter Bernasconi von der SP. Er sagte: «Die Finanzmotion ermöglicht es, direkt auf die Finanzseite des Voranschlags und des Aufgaben-/Finanzplans einzuwirken. Die Finanzmotion führt so zu einer frühzeitigen und verbindlichen Finanzsteuerung durch den Grossen Rat und ist aus der Sicht der Kommission absolut notwendig». Nachher äusserten sich auch noch verschiedene Fraktionssprecherinnen und -sprecher. Ich zitiere nur Franziska Schöni, weil sie es auf den Punkt gebracht hat. Sie sagte: «Bei der Stärkung des Parlaments begrüssen wir vor allem die Finanzmotion. Damit können finanzielle Massnahmen im Voranschlag und im Aufgaben-/Finanzplan verbindlich gefordert werden» Ich betone: verbindlich! Das sagt eigentlich alles. Das Parlament wollte klar die Verbindlichkeit dieser Finanzmotion, und darum ist es eigentlich nicht nachvollziehbar, wieso die Regierung auf eine Richtlinienmotion votiert. Ich bitte Sie, bei der Sache zu bleiben, die wir im Januar 2013 im Rahmen der Parlamentsrevision entschieden haben.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Für die EVP ist wirklich wichtig, dass wir hier klar trennen zwischen der wichtigen formellen Frage und dem Inhalt der nachfolgenden Motion. Ich äussere mich hier zu der Form und der Frage der Verbindlichkeit. Wir kommen ja dann im zweiten Durchgang zum Inhalt. Wichtig ist für die EVP ein besonderer Punkt: Die geforderte Verbindlichkeit bezieht sich in dieser Motion aus unserer Sicht ganz klar explizit und besonders auf Ziffer 1 der Motion. Sollte dies nicht klar sein, oder gar bestritten werden, würden wir allenfalls ziffernweise Abstimmung zur Verbindlichkeit beantragen. Für Ziffer 2 und 3 ist die Verbindlichkeit in der Form schon geregelt.

Dort gibt es andere Regeln, weil sich Ziffer 2 und 3 auf den Finanzplan beziehen und nicht auf den Voranschlag. Die entsprechenden Regeln sind in Artikel 64 des Grossratsgesetzes definiert und wurden schon vom FiKo-Präsidenten zitiert. Ich zitiere trotzdem Absatz 2 noch einmal: «Beschliesst der Grosse Rat eine Finanzmotion zum Aufgaben-/Finanzplan, haben Regierungsrat oder Justizleitung mit dem folgenden Aufgaben-/Finanzplan zu berichten, wie sie die Motion umgesetzt haben. Weichen sie davon ab, haben sie dies in diesem folgenden Aufgaben-/Finanzplan einlässlich zu begründen». Soviel zur Verbindlichkeit der Ziffern, die den Aufgaben-/Finanzplan betreffen. In Bezug auf Ziffer 1 ist die EVP der Ansicht, dass die Motionsforderung – sofern sie angenommen wird – absolut verbindlich ist. Mit einer Finanzmotion soll der Grosse Rat auch in Zukunft für den Voranschlag Forderungen stellen können, welche die Regierung verbindlich einplanen muss. Die EVP stimmt also der Verbindlichkeit in Bezug auf Ziffer 1 zu. Das ist eine rein formelle und keine inhaltliche Äusserung zur vorliegenden Motion. Und die Verbindlichkeit zu den Ziffern 2 und 3 ist in Artikel 64 geregelt.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Es gibt wie fast überall zwei Sichtweisen. Der Bauchentscheid bei dieser Frage sagt, dass das Parlament abschliessend über den Voranschlag und den Aufgaben-/Finanzplan und über die Steueranlage entscheiden kann. Somit kann das Parlament nach unserer Meinung auch abschliessend über die Finanzmotion entscheiden. Aus juristischer Sicht sind wir zum gleichen Schluss gekommen. Unsere Fraktionsjuristin und der Fraktionsnotar haben uns beraten. Aufgrund des Grossratsgesetzes wie auch aufgrund der Verfassung ist klar vorgeschrieben, dass das Parlament abschliessend über dieses Geschäft entscheiden kann oder muss. Somit hat die Regierung keinen Entscheidungsspielraum, wie das bei einer Richtlinienmotion der Fall ist. Das hindert die Regierung aber nicht daran, allenfalls eine Variante vorzuschlagen. Aber unserer Meinung nach muss mindestens eine Variante den Willen des Parlaments enthalten. Ob zu dieser Frage ein Ordnungsantrag das richtige Instrument ist, ist eine andere Frage. Die BDP stimmt dem Antrag der Finanzkommission zu, und ich bitte Sie, ebenfalls zuzustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich möchte aus der Sicht der grünen Fraktion gerne in zwei Punkten Stellung nehmen. Ich glaube, die Diskussion – und das wurde mehrmals gesagt – hängt mit dem neuen Parlamentsrecht zusammen. In der Diskussion war nicht ganz unbestritten, was das in Bezug auf Artikel 89 der Verfassung hinsichtlich der Frage der Regierungskompetenz bedeutet. Ich bin der Meinung, dass die Verfassung höher zu gewichten ist als das Parlamentsrecht, das wir uns selber geben. Darauf komme ich nachher noch einmal zu sprechen.

Ein wichtiger Punkt – und da bin ich froh um das Votum des Sprechers der EVP – zeigt sehr deutlich, dass die vorliegende Finanzmotion so, wie sie formuliert ist, sicher nicht den Anspruch haben kann, in allen Teilen als Finanzmotion akzeptiert zu werden. Das hat Herr Kipfer richtig analysiert. Von daher sind wir alle gefordert, mit dem Instrument des neuen Parlamentsrechts genauer umzugehen. Ich denke, wir müssen uns die kritische Frage gefallen lassen, ob es richtig war, diese Finanzmotion wirklich als Finanzmotion zu akzeptieren, als sie eingereicht wurde. Ich denke da an unsere Institutionen. Ich erinnere an die Vorprüfung. Man müsste wahrscheinlich genauer hinschauen, und ich kann nur wiederholen, was Herr Kipfer gesagt hat. Dass man Ziffer 3 als Finanzmotion akzeptieren muss, kann in diesem Saal sicher niemand juristisch behaupten. Von daher bitte ich alle, die jetzt behaupten, dieser Antrag müsse zu 100 Prozent als Finanzmotion gelten, vielleicht noch einmal genauer hinzuschauen. Und vielleicht hätte man diese Finanzmotion – wenn man sie denn als Präjudiz für alle anderen Finanzmotionen im Grossen Rat sehen will – anders konstruieren müssen, um jetzt diesen Feldzug zu führen.

Ich komme aber zurück zur Frage, was die grüne Fraktion machen wird. Ich glaube, wichtig ist, dass es hier unterschiedliche Interpretationen gibt. Die Regierung hat eine Interpretation, die sie uns darlegt. Es gibt aber auch Argumente, die zu Recht ins Feld geführt werden, und die mit dem Parlamentsrecht eine andere Grundlage haben. Ich möchte daran erinnern: Wenn man hier sagt, es gebe keinen Spielraum mehr; es sei sakrosankt, dann sollte man sich nochmals überlegen, was das genau heisst. Wenn der Grosse Rat jetzt hier sagt, die Finanzmotion sei wirklich bis aufs Komma genau so umzusetzen, was heisst das dann, wenn die Regierung an die Erarbeitung des Voranschlags 2017 herangehen muss? Dieser ist sicher jetzt schon im Vorbereitungsstadium, aber bis im August, bis er präsentiert wird, wird noch viel Wasser die Aare herunter fliessen. Von dem her ist es sicher nicht sachlogisch zu sagen, die Regierung habe Null Spielraum und dürfe nicht mehr weiterdenken. Das würde ja heissen, dass die Finanzdirektorin ab jetzt sagen müsste: «Ich habe keinen Spielraum mehr und höre zu denken auf». Das ist sicher nicht im Sinn der

Finanzdirektorin und auch nicht in unserem Sinn. Von daher ist das Votum des BDP-Sprechers, der sagte, man könne dann in Varianten denken, sicher die richtige Antwort.

Für uns ist wichtig, dass die Regierung Spielraum hat, um allenfalls auf Veränderungen noch einzugehen. Es kann sein, dass Dinge geschehen, von denen man heute noch nichts weiss. Von daher wollen wir der Regierung das Denken nicht verbieten. Das wäre sicher falsch. Wenn die Regierung uns dann in Varianten oder erklärend sagt, warum sie zum Schluss kommt, dies oder jenes machen zu wollen, werden wir das sachlich sehr genau prüfen. Für uns ist klar: Entscheide des Grossen Rats sind verbindlich. Ob Richtlinienmotion oder nicht, ist für uns nicht die entscheidende Frage. Wir finden in der Gewichtung der Argumente spricht einiges dafür, der Regierung diese Denkkompetenz weiterhin zuzugestehen. Aber für uns ist auch Folgendes klar: Wenn die Mehrheit des Grossen Rats hier etwas will, dann wird sie das auch beim Budget wollen. Aus dieser Sicht lautet für uns die politische Gewichtung, dass eine Richtlinienmotion auch eine Verpflichtung ist. Wir finden, alle drei Ziffern können hier nicht als Finanzmotion unterstützt werden. Wir bitten eigentlich die Motionäre, nochmals über die Bücher zu gehen, und allenfalls sollte eine ziffernweise Abstimmung erfolgen.

Michael Aebersold, Berne (PS). Ich mache es kurz und sage dann am Schluss, was mich bedrückt. Ich bin nicht Jurist und möchte mich deshalb vor juristischen Interpretationen hüten. Ich möchte aber doch zuhänden von Franziska sagen: Gesetze machen ist das Eine, sie nachher zu interpretieren ist das Andere. Wir könnten uns überlegen, in Zukunft bei jedem Vorstoss noch eine Grundsatzdebatte zu führen: Ob ein Postulat ein Postulat ist und eine Motion eine Motion und eine Finanzmotion eine Finanzmotion. Wir sind der Meinung, dass die Begriffe in den bestehenden Unterlagen klar definiert sein sollten. Dann müssen wir hier nicht darüber befinden, ob wir jetzt wirklich meinen, es sei eine Finanzmotion oder es sei keine. Also entweder ist das klar – und dann braucht es hier keine Abstimmung; oder wenn das nicht klar sein sollte – wenn es wirklich eine Grauzone ist – dann finden wir es umso wichtiger, dass man das sauber klärt. Und wenn man zwei unterschiedliche juristische Gutachten hat, muss man vielleicht halt noch ein Drittes einfordern. Hinzu kommt, dass man wahrscheinlich diesen Ordnungsantrag in drei Ziffern hätte gliedern sollen: Nämlich, dass die Motion Ziffer 1 eine verbindliche Motion ist, ebenso Motion Ziffer 2 und Motion Ziffer 3. Aus diesen Gründen lehnen wir den Antrag ab. Jürg Iseli, ich würde eigentlich sogar beliebt machen, dass ihr den Antrag zurückzieht. Die Regierung weiss, was sie zu tun hat. Zieht diesen Antrag doch zurück und schaut, was kommt! Wenn sich ein Problem ergibt, kann man dann zum gegebenen Zeitpunkt handeln. Ich finde es ein bisschen eine Zwängerei. Wenn der Antrag zur Abstimmung kommt, lehnen wir ihn ab. Ich freue mich auf die inhaltliche Debatte.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Es ist eigentlich müssig, hier über solche Sachen zu diskutieren. Mit der Finanzmotion haben wir eine Möglichkeit einzuwirken, und diese Möglichkeit wollen wir uns nicht nehmen lassen. Es ist nämlich keine Richtlinienmotion. Deshalb bittet Sie die EDU, diesen klaren Fall mit dem Ja-Knopf zu bestätigen.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. Damit haben sich alle Fraktionen äussern können. Wir haben noch ein Einzelvotum von Herrn Grossrat Bhend.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Es ist in allen Parlamenten eine Tatsache, dass ein Legislativpolitiker oder eine -politikerin immer entweder zu früh kommt, oder zu spät ist, wenn man auf das Budget Einfluss nehmen will. In Anbetracht dieses Dauerproblems hat der Grosse Rat in der letzten Parlamentsrevision in Form dieser Finanzmotion ein Instrument geschaffen, damit man pünktlich auf das Budget Einfluss nehmen kann. Jetzt ist es aber so, dass die Verfassung über dem Gesetz steht, und diese wurde bei der letzten Parlamentsrevision bekannterweise nicht angefasst. Ich möchte Ihnen kurz aus der Verfassung zitieren. In Artikel 89 steht: «Der Regierungsrat erstellt den Aufgaben-/Finanzplan und verabschiedet den Voranschlag und den Geschäftsbericht zuhänden des Grossen Rats». Es ist also die Aufgabe des Regierungsrats, den Finanzplan und vor allem den Voranschlag zu erstellen. Es steht aber auch in Artikel 76: «Der Grosse Rat beschliesst über den Voranschlag». Also muss der Regierungsrat ihn «zämestifle», und der Grosse Rat muss ihn nachher verabschieden. Darum habe ich das Gefühl, die juristische Betrachtung bringe uns nicht weiter, sondern wir müssten in Szenarien denken.

Jetzt ist es doch eigentlich logisch: Das Instrument wurde geschaffen. Vielleicht steht es im Widerspruch zur Verfassung. Man kann dort nur beschränkt Einfluss nehmen, denn in der Verfassung steht nicht, dass der Regierungsrat den Voranschlag unter Berücksichtigung aller eingegangenen Finanzmotionen erstellen muss. Aber wenn man jetzt in Szenarien denkt: Was geschieht, wenn der Regierungsrat das nun macht? Und ich halte es auch ein bisschen für Arbeitsverweigerung, wenn man die Finanzmotion als Richtlinienmotion anschauen will. Was geschieht, wenn der Regierungsrat nicht darauf eingeht? Dann er nimmt in Kauf, dass nachher das gesamte Budget abgelehnt wird, weil am Schluss der Grosse Rat am längeren Hebel sitzt und das Budget zurückweisen kann. Das bringt uns nicht weiter, aber verursacht einen riesigen Verwaltungsaufwand. Deshalb stelle ich mir schon vor, dass wenn der Grosse Rat in dieser Absicht ein Instrument schafft, die Regierung dann sagt: «Ja, wir nehmen das ernst». Sie könnte dem Grossen Rat immer noch zwei Varianten vorlegen, in denen sie auch ihre eigene Meinung kundtut. Darum ist meines Erachtens dieser Ordnungsantrag obsolet. Ich würde vorschlagen, dass der Antrag zurückgezogen wird, und wir uns in den Voten aber klar darauf berufen und sagen, dass dies für uns ein verbindliches Instrument ist. Und wir behalten uns vor, dass – bei Annahme der Motion – die Mehrheit des Parlaments das Budget zurückweist, wenn die Regierung der Sache nicht gerecht wird. Ich finde, eigentlich ist dieser Ordnungsantrag obsolet. Ich werde mich deshalb der Stimme enthalten, wenn er zur Abstimmung kommt.

Le président. Es sind keine weiteren Voten aus dem Rat gemeldet. Damit übergebe ich für die Regierung das Wort der Frau Regierungsvizepräsidentin Beatrice Simon.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich möchte noch einmal kurz begründen, weshalb der Regierungsrat der Auffassung ist, dass es sich bei dem vorliegenden Antrag um eine Richtlinienmotion handelt. Wie Sie alle wissen, erarbeitet der Regierungsrat den Voranschlag und verabschiedet diesen zuhanden des Grossen Rats zusammen mit dem Antrag über die Höhe der Steueranlage. Der Grosse Rat hat nun das Recht, den Voranschlag abzuändern, die Steueranlage zu korrigieren, und/oder er kann den Voranschlag gar als Ganzes zurückweisen. Das sind die Grundregeln für die Zusammenarbeit zwischen Regierung und Parlament, wie sie in der Verfassung verankert sind. Der Regierungsrat vertritt die Auffassung, dass an dieser Rollenteilung auch eine Finanzmotion nichts ändern kann.

Wer schon länger im Parlament sitzt und die Diskussionen rund um die Parlamentsrechtsrevision miterlebte, mag sich erinnern, dass wir schon damals über diesen Punkt gestritten hatten. Schon damals wurde auf das Gutachten Häner hingewiesen, welches besagt, dass zumindest seitens des Grossen Rats die Sachlage klar sei. Aber genau dieses Gutachten Häner macht keine vertiefte Aussage darüber, ob eine Richtlinienmotion verbindlich sei oder nicht. Deshalb liess der Regierungsrat damals eine Expertise durch Prof. Dr. Ehrenzeller erstellen, die sich konkret mit genau dieser Frage befasste. (*Madame Simon montre le document à l'assemblée.*) Die Aussage der Expertise ist klar und stärkt die Haltung des Regierungsrats. Leider wird dieser Expertenbericht im Parlamentsrecht nur mit einer Fussnote erwähnt, sodass man schon fast meinen könnte, man wolle diesen Expertenbericht nicht für wahr halten.

Wie gehen wir mit dieser Differenz um? Wir haben sie nun einmal und ich denke nicht, dass es etwas bringt, wenn wir nun stundenlang über eine Rechtsfrage debattieren. Es wird auch keinen Richter geben, der diese Frage eindeutig klären kann. Wir werden auch nach dieser Debatte unterschiedliche Haltungen haben. Vielleicht wäre die Arbeit in Varianten eine Kompromisslösung. Ich werde dies dem Regierungsrat auch so vorschlagen. Dann könnte man nämlich die Anliegen beider Seiten einbringen. Selbstverständlich habe ich Ihr Signal bezüglich gewünschter Steuersenkungen gehört. Sollten wir im November in Varianten diskutieren, dann hätte dies den Vorteil, dass wir bis dahin wüssten, wie sich die finanzielle Situation im Kanton Bern entwickelt hat. Wie ich bereits letzte Woche bei der Präsentation des Rechnungsergebnisses sagte, hat sich die Finanzlage verändert. Man kann deshalb nicht jetzt unabhängig von der Kenntnis der Sachlage, wie sie sich zukünftig präsentieren wird, in einer Hauruck-Übung einen Entscheid für eine Steuersenkung fällen. Das ist keine Finanzpolitik der ruhigen Hand. Deshalb gilt es diesen Ordnungsantrag abzulehnen.

Le président. Danke für diese Erläuterungen. Für die Finanzkommission und für den Antrag hat noch einmal Herr Grossrat Iseli das Wort.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Ich bin froh um die Rückmeldungen der Mehrheit der Fraktionen, die den Beschluss von 2013 fortführen möchten. Und, wer te Regierung, Frau Regierungsrätin: Hören Sie damit auf, immer wieder ein «Muskelspiel» zwischen Regierung und Parlament auszutragen. In jedem Moment und bei jeder Gelegenheit, die Sie haben, versuchen Sie wieder das Parlament auszubooten. Sie versuchen immer wieder darzustellen, dass Sie diejenigen sind, die befehlen, wo es langgeht. Aber es ist nun einmal so: Das Parlament hat abschliessend die Möglichkeit zu beschliessen, was es will.

Patric Bhend hat gesagt, man könne ja dann das Budget zurückweisen. Leider ist die Verlässlichkeit des Parlaments nicht vorhanden, und ich möchte nicht versuchen, es darauf hinauslaufen zu lassen. Hier können wir einen Entscheid zur Stärkung des Parlaments fällen und der Regierung zeigen, dass wir den Beschluss von 2013 zur Finanzmotion weiterhin so handhaben wollen. Die Regierung tut anschliessend gut daran, dies auch so umzusetzen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über diesen Antrag der FiKo zur Finanzmotion FDP. Der Antrag lautet: «Die Finanzmotion ist als verbindliche Motion einzustufen». Wer dem Antrag zustimmen will, stimmt ja, wer ihn ablehnt – und damit der Regierung zustimmen will –, stimmt nein.

Vote (proposition CFin, Iseli (UDC))

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 99

Non 40

Abstentions 12

Le président. Sie haben den Antrag angenommen. Damit ist diese Finanzmotion als verbindlich eingestuft. Wir kommen jetzt zur eigentlichen Debatte der Finanzmotion. Wir führen eine freie Debatte. Die Regierung lehnt die Finanzmotion ab. Bei einer Finanzmotion ist es so, dass zuerst die vorberatende Kommission das Wort hat und anschliessend der Urheber. Im vorliegenden Fall haben wir einen Mehrheitssprecher für die FiKo, Herr Iseli, und eine Minderheitssprecherin der FiKo, Frau Marti.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Die Finanzkommission durfte diese Motion vorberaten und der Entscheid für die Motion war mit acht gegen sieben Stimmen sehr knapp. Deshalb äussert sich auch eine Minderheitssprecherin. Warum ist die Finanzkommission zum Entschluss gekommen, dass man diese Motion überweisen sollte? Im interkantonalen Vergleich ist der Kanton Bern nach wie vor auf den hinteren Positionen, und er täte gut daran, da einmal etwas zu tun. Man hatte in der Haushaltsdebatte im November eine Planungserklärung überwiesen, die den Regierungsrat beauftragte, finanziellen Spielraum für allfällige Steuersenkungen auch bei den natürlichen Personen zu schaffen.

In den Grenzregionen sind natürlich die Möglichkeiten der Abwanderung grösser und intensiver. Es ist ebenfalls ein Argument für diese Motion, den Leuten zu signalisieren, dass sie hier im Kanton Bern willkommen sind und wir ihre Steuereinnahmen brauchen. Die Steuerstrategie war sowohl bei den Befürwortern wie bei den Gegnern ein Thema. Die Gegner haben argumentiert, die Steuerstrategie sei in Erarbeitung und werde im Juni ins Parlament kommen. Wir haben mittlerweile gehört, dass die Regierung keine Strategie hat, die sie im Juni beraten kann und man hat dies auf November verschoben. Im November werden wir demnach zusammen mit dem Voranschlag und dem Aufgaben-/Finanzplan auch die Steuerstrategie, die in der Vernehmlassung war, beraten. Und in der Vernehmlassung wird wahrscheinlich die Gegenfinanzierung von Steuersenkungen – sprich: Unternehmenssteuerreform III – nicht ganz auf grosse Gegenliebe gestossen sein. Zum einen hat das Parlament im letzten November die Neubewertung der nicht-landwirtschaftlichen Liegenschaften verschoben. Weiter ist die Motorfahrzeugsteuer bei dieser Steuerstrategie keine gute Gegenfinanzierung für allfällige Steuerausfälle.

Ein weiterer Punkt war, dass die Reduktion von 0,5 Steuerzehnteln lediglich 70 Mio. Franken beträgt. Und, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, bei einem Staatshaushalt von über 10 Mrd. Franken entsprechen 70 Mio. Franken 0,7 Prozent. Das ist im Streubereich der Annahmen. Ebenfalls ist der Antrag in dieser Finanzmotion ein einfacher Antrag. Es ist ein Antrag, der auf alle

Steuerzahlenden gleich wirkt, und vor allem hat er keine Auswirkungen auf die Gemeinden. Von der Reduktion des Steuersatzes sind die Gemeinden nicht betroffen, und somit könnten auf dieser Schiene die Gemeindevertreter keine Argumente dagegen haben.

Vielleicht noch kurz zu dem, was die Gegner dann sagen werden: Sie wollen auf die Steuerstrategie warten. Ich habe es vorhin schon ausgeführt, warum und wieso die einen eigentlich dafür und die anderen dagegen sind. Ein Unterschied besteht sicher auch in Bezug auf die Aussichten hinsichtlich der Finanzen im Kanton Bern. Die Regierungsrätin hat das Thema vorhin auch angesprochen. Das hat die Finanzkommission abgewogen. Aber auch unter diesem Aspekt war die Mehrheit dafür, dass man diesen Antrag bringt. Ich möchte zusammenfassen: Eine knappe Mehrheit der Finanzkommission bittet Sie, dieser Motion in allen drei Punkten zuzustimmen. Sie setzt ein Zeichen in die richtige Richtung. Und es ist ein Zeichen, dass bereits eine Mehrheit im November mit der überwiesenen Planungserklärung gesetzt hatte. Somit hat die Mehrheit der Finanzkommission bereits dem Entscheid des Parlaments Folge geleistet und empfiehlt Ihnen in diesem Sinn die Annahme der Motion.

Le président. Für die FiKo-Minderheit hat Frau Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Berne (PS), rapporteuse de la minorité de la CFin. Ich spreche für die Minderheit der FiKo, die diese Motion in allen Teilen ablehnt. Der Entscheid war sehr knapp, und die Minderheit nimmt in Anspruch, ihre Haltung selber zu begründen. Aus Sicht der FiKo-Minderheit ist klar: Es sollen heute nicht voreilig steuerpolitische Entscheidungen getroffen werden. Das wäre der falsche Weg. Zuerst muss die Steuerstrategie fertiggestellt und im Rat diskutiert werden. Wir wollen zuerst grundsätzlich wissen, wohin die Reise gehen soll. Würden wir heute diese Steuersenkungen beschliessen, ergäbe dies ein Loch im Finanzhaushalt von weit über 100 Mio. Franken. Es sind eben mehr als die zuvor erwähnten 70 Mio. Franken. Einiges kommt noch dazu. Es ist völlig unklar, wie man diese Einnahmehausfälle mit einem Sparprogramm kompensieren würde, wie es die Motionäre schreiben. Aber wo soll nach dem massiven und schmerzhaften ASP-Programm noch gespart werden? Die Motionäre bleiben diese Antwort schuldig. Mit einer Gegenfinanzierung? Auch hier ist ungewiss, ob und welche Gegenfinanzierungen in Frage kommen, und ob diese mehrheitsfähig sind.

Die FiKo-Minderheit weist auch darauf hin, dass vor zwei Wochen das Referendum gegen den Abbau der Prämienverbilligung zustande kam. Das ist zum einen ein Signal an den Grossen Rat, dass in den letzten Jahren zu viel gespart wurde. Zum anderen heisst es auch, dass in diesem Bereich mehr Mittel gebraucht werden. Auch dies muss die Finanzplanung berücksichtigen. Das hat Priorität vor einer Steuersenkung. Aus Sicht der FiKo-Minderheit ist deshalb das Fazit: Wir wollen nicht in den laufenden Prozess der Erarbeitung der Steuerstrategie eingreifen. Es braucht eine Gesamtsicht. Zuerst müssen Zahlen und Fakten auf dem Tisch liegen. Auch die neuesten volkswirtschaftlichen Prognosen und Rahmenbedingungen, die ja eben nicht so rosig aussehen, müssen einfließen. Dann ist eine Analyse möglich und auch die FiKo-Minderheit verschliesst sich einer Steuersenkung nicht grundsätzlich, wenn es denn möglich erscheint.

Le président. Damit kommen wir zu den Fraktionen. Zuerst spricht für die Finanzmotion und die FDP Herr Grossrat Haas.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Steuerbelastung ist im Kanton Bern seit Jahren sowohl für die natürlichen wie für die juristischen Personen viel zu hoch. Wir sind im Moment in beiden Kategorien zwischen Rang 24 und 26 und halten demnach bald die rote Laterne. Und es geschieht so ziemlich nichts. Man hat die Steuerstrategie auf Juni versprochen, und wir erfahren jetzt: «Ja nein, wir müssen diese noch einmal überarbeiten, das Zahlenwerk neu machen und noch ein bisschen den Kopf schräg halten, und das dauert bis im November». Wissen Sie, was die Folge ist? Die Steuergesetzrevision, die man auf 2018 versprochen hat – die Regierung hat dies noch auf einer Medienkonferenz zur Umsetzung der Wirtschaftsstrategie, die im Februar stattfand, ausdrücklich gesagt – wird entgegen den Versprechungen frühestens 2019 vorgelegt werden können. Es werden laufend Versprechungen gemacht. Übrigens auch in der Wirtschaftsstrategie: Die Zielsetzung im Kanton sei «im interkantonalen Steuerwettbewerb in der Rangliste der Kantone Verbesserungen zu erreichen». Das ist das Ziel der Wirtschaftsstrategie. Auch dort wird nie ein Schritt in diese Richtung gemacht. Es würde mich interessieren, wie man im interkantonalen Vergleich besser werden will, wenn man jedes Jahr schlechter wird. Und es ist eine Tatsache, dass wir jedes Jahr schlechter

werden.

Wenn wir bis 2019 gar nichts machen, werden wir wie gesagt die rote Laterne halten. Und, meine Damen und Herren: Es ist möglich, im Rahmen der jetzigen Finanzsituation 2017 den Bürgern und Bürgerinnen einen halben Steuerzehntel zu geben und zwischen 2018 und 2020 einen weiteren Steuerzehntel. Dort hat man noch einen gewissen Spielraum, wann man das machen will. Es wird keine klare Jahreszahl verlangt. Auch das ist ohne weiteres möglich. Es ist nicht so, wie es hier im Saal von der Finanzdirektorin erzählt wurde, dass die Situation sich wahnsinnig verändert, und man vor neue Situationen gestellt würde. Ich wüsste eigentlich nicht wo. Es ist alles bekannt und liegt auf dem Tisch. Man kann jetzt entscheiden. Und bitte tun Sie jetzt einmal etwas bezüglich Steuerbelastung. Jetzt haben wir beim Personal etwas gegeben und geben immer noch etwas, damit man dort aufholen kann. Aber auch Bürgerinnen und Bürger warten darauf, dass man mindestens einmal ein Zeichen setzt. Insbesondere auch mit Blick auf die Gewinnsteuersenkungen der Unternehmen, welche wir machen müssen, wäre es vielleicht gut, wenn man auch einmal ein Zeichen für die Bürgerinnen und Bürger setzen würde. Die Akzeptanz ist sicher auch grösser, wenn man dann das Schwergewicht bei den juristischen Personen setzt.

Die Steueranlagensenkung trifft die Gemeinden nicht. Sie wirkt für juristische und natürliche Personen. Man hätte also bereits auch eine kleine, kleine Vorleistung für die Umsetzung der Unternehmenssteuerreform III gemacht. Ich bitte Sie, dieser Finanzmotion unbedingt in allen Punkten zuzustimmen. Übrigens danke ich noch dafür, dass der Grosse Rat vorhin klar entschieden hat, Finanzmotionen seien verbindlich. Ich glaube, das war das letzte Mal, dass wir hier darüber diskutieren mussten. Und wenn die nächste Finanzmotion eingereicht wird, erwarte ich dann auch von der Regierung, dass nicht sagt, es handle sich um eine Richtlinienmotion.

Le président. Damit kommen wir zu den Fraktionen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Herr Haas hat zum Schluss gesagt, die Diskussion, die wir jetzt führen, solle verbindlichen Charakter haben. Das heisst, es gilt hier jeden Punkt und jedes Komma zu berücksichtigen, und das werden wir im vorliegenden Antrag auch tun. Die FDP hat mit dem Vorschlag ein neues Instrument zur Diskussion gestellt: Es geht nicht um das Steuergesetz, sondern um die Steueranlage. Der Steueranlagezehntel soll um einen halben und ab 2018 insgesamt um einen ganzen Punkt gesenkt werden. Konkret heisst das, die Steueranlage würde von 3,06 auf 2,96 gesenkt. Das hätte – wiederkehrend – 140 Mio. Franken Steuereinsparungen zur Folge. Es ist wichtig – und wurde nur am Rande gesagt –, dass die Senkung der Steueranlage alle Steuerarten mit Ausnahme der Schenkungssteuer betrifft. Alle direkten Steuern wären betroffen: Einkommens- und Vermögenssteuer der juristischen und natürlichen Personen, Gewinnsteuer, Kapitalsteuer und Grundstückgewinnsteuer. Einfach, damit wir uns dessen bewusst sind: Wir reden hier von allen Steuerarten, und darum zeigt sich auch sehr deutlich, dass die FDP zum politischen Zweihänder greift. Die grüne Fraktion – ich nehme das vorweg – lehnt die unfinanzierte, massive Steuersenkung sehr deutlich ab und zwar aus vier Gründen.

Punkt 1: Der heutige Zeitpunkt ist unverantwortbar, und auch das Instrument ist nicht das richtige. Die FDP will sich der Steuerstrategiediskussion – der Gesamtauslegeordnung – nicht stellen, sondern sie will selektiv Rosinenpickerei betreiben. Ich erinnere hier an Ziffer 3 der Motion, die einen Teil der Steuerstrategie, die wir noch gar nicht vor uns haben, bereits umgesetzt haben will. Sie sagt in Ziffer 3, man solle auch noch die Gewinnsteuer senken, so wie es in der Steuerstrategie vorgesehen sei. Neben den 140 Mio. Franken, über die wir vorher schon gesprochen haben, würden wir aus der Steuerstrategie noch ein weiteres Paket hineinnehmen. Ziffer 3 der Motion verlangt nämlich die Umsetzung der Senkung der Gewinnsteuer: Das sind nochmals 160 bis 220 Mio. Franken Einsparungen für den Kanton. Und auch für die Gemeinden hätte es durchaus Folgen, wenn man Ziffer 3 wortwörtlich umsetzen würde. Dabei wurden alle Gegenfinanzierungen bisher von der bürgerlichen Seite abgelehnt. Wir wissen genau, dass das, was bei der Unternehmenssteuerreform auf Bundesebene geschieht, im Moment noch nicht sakrosankt klar ist. Die Räte diskutieren noch. Das heisst, liebe Kolleginnen und Kollegen: Wir sprechen hier nicht über 140 Mio. Franken, sondern insgesamt über etwa 360 Mio. Franken, wenn man die FDP wörtlich nimmt, so wie sie es geschrieben hat. Das ist für uns inakzeptabel.

Punkt 2: Wir haben hier bei der ASP harte Diskussionen geführt. Ich erinnere an den Behindertenbereich, wo die bürgerliche Seite gesagt hat, das gehe nicht. Wenn man 140 Mio. Franken im Kanton sparen will, sind das eben nicht Peanuts und liegt das nicht im Graubereich, wie der Finanzkommissionssprecher gesagt hat, sondern es geht ans Eingemachte. Hierzu ein Beispiel:

Der gesamte öffentliche Verkehr im Kanton Bern kostet 252 Mio. Franken. Das heisst, wir könnten den ganzen öffentlichen Verkehr einsparen. Das kann kaum in Ihrem Interesse liegen. Das sind Dimensionen, bei denen man beispielsweise die Hälfte der Ausgaben für die Berufs- und Mittelschulen streichen müsste. Liebe FDP: Ist euch die Berufsbildung nicht doch ein Anliegen? Es kann nicht sein, dass wir hier derart drastische Sparpakete machen!

Punkt 3: Liebe FDP, was Ihr hier macht, ist eine Verteilung nach dem Giesskannenprinzip. Ihr versprecht allen Bürgern und Bürgerinnen im Kanton Bern eine Steuersenkung, die einen Dreissigstel – ich betone: einen Dreissigstel – der Steuern beträgt. Das ist umgerechnet, was die Steueranlage ausmachen würde. Ein Beispiel: Wenn jemand 6 000 Franken Steuern bezahlt – also eher tiefe Steuern –, würde er ab 2018 200 Franken im Jahr sparen. Im Jahr 2017 wären es 100 Franken und ab 2018 200 Franken. Liebe FDP, es kann ja wohl nicht sein, dass ihr hier einfach jedem und jeder eine lineare Steuersenkung offeriert. Das ist «Giesskanne im Quadrat». Das akzeptieren die Grünen sicher nicht. Und noch zwei Punkte, dann schliesse ich: Liebe FDP oder lieber Adi Haas, du hast klar gesagt, ihr wollt im Steuerranking besser abschneiden. Diese Steuersenkung hat keine Auswirkung auf das Steuerranking – keine Auswirkung; eben weil wir allen etwas geben. Ich komme zum letzten Punkt: Ihr nehmt uns das Recht, das Referendum zu ergreifen. Beim Steuergesetz kann man Referenden ergreifen, hier nicht. Ob das demokratisch sinnvoll ist? Turbosteuersenkungen der FDP unterstützt die grüne Fraktion sicher nicht.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp hat diese Motion genau unter die Lupe genommen, weil sie weitreichende Entscheidungen auslöst. Ich möchte vorwegnehmen, dass ich eine ziffernweise Abstimmung über diese drei Ziffern verlange. Ich komme zur Ausgangslage. Wir haben im Kanton im Moment zwei Strömungen: Die Jahresrechnungen liegen im positiven Bereich. Das ist erfreulich, möchte ich vorausschicken. Da kann ich auch verstehen, dass Gelüste aufkommen, wenn man immer positive Jahresrechnungen hat: Warum senkt man nicht die Steuern? Ich kann das nachvollziehen und wahrscheinlich können alle hier im Saal verstehen, dass einem da das Wasser im Mund zusammenläuft. Auf der anderen Seite – und das ist die Gegenströmung – haben wir grosse Herausforderungen im Kanton, wie es auch bereits von der Finanzdirektorin gesagt wurde. Da ist die Unternehmenssteuerreform III, die uns quasi vom Bund aufgebrummt wird und die weniger Steuereinnahmen zur Folge haben wird. Wir haben die Wirtschaft, die im Moment vielleicht noch einigermaßen gut läuft, aber auch nicht mehr so ganz im positiven Bereich. Und wir haben natürlich die Euro-Untergrenze, die wahrscheinlich langfristig auch im Kanton Bern auf die Steuereinnahmen Einfluss nehmen wird. Das sind die zwei Strömungen. Ich möchte aber an dieser Stelle der Frau Finanzdirektorin ein Kränzchen winden. Sie hat bei diesen Herausforderungen wieder auf die Wissenschaft zurückgegriffen. Sie hat die BAK Basel beauftragt, die Steuerstrategie zu hinterfragen und die Position des Kantons aufzuzeigen, damit wir keine Hüftschüsse machen. Ich möchte nur an die Laffer-Kurve erinnern, auf der unser Kanton ganz klar im linken Bereich positioniert ist und der gemäss Steuersenkungen aus der Hüfte heraus nicht einfach zu mehr Steuereinnahmen führen. Behalten Sie das einfach im Hinterkopf.

Jetzt komme ich zur Motion, Adrian: Die glp will keine Hüftschüsse oder Nebelpetarden. Zu Ziffer 1: Ohne die Steuerstrategie im Trockenen zu haben – diese ist überhaupt noch nicht im Trockenen; wir werden im November dann mehr wissen – wollen wir die Steuerveranlagung nicht einfach so ins Blaue hinaus um ein halbes Steuerzehntel senken. Die Finanzsituation im Kanton ist noch zu labil. Für den Voranschlag brauchen wir noch ein bisschen Zeit, und wir sollten nicht verfrüht solche Entscheide fällen. Ich möchte keine weitere ASP; ich bin ein gebranntes Kind. Die glp möchte aber langfristig für die natürlichen Personen wirklich etwas machen. Deshalb lehnen wir Ziffer 1 ab.

Zu Ziffer 2: Wir werden quasi von weiter oben zu einer Senkung der Gewinnsteuern gezwungen. Dadurch können wir uns im interkantonalen Vergleich vom Ende ins Mittelfeld katapultieren. Das ist an und für sich gut. Das unterstütze ich sehr mit Blick auf unsere KMU im Kanton, die ein wichtiger Pfeiler sind. Aber – und jetzt kommt das Aber – es ist nichts für die natürlichen Personen abgefallen. Und hier sehen wir ein kleines «Gudi» für die natürlichen Personen, indem wir im Zeitraum 2018–2020 ein halbes Steuerzehntel für die natürlichen Personen heruntergehen, damit auch diese etwas profitieren können. Ich weiss: Wirbürden uns hier neue Probleme auf. Wir haben die 200 Mio. Franken der Gewinnsteuer, die wir kompensieren müssen, plus die 70 Mio. Franken bei den natürlichen Personen, die wir auch irgendwie finanzieren müssen. Aber – und ich habe das schon so manches Mal hier am Pult gesagt – wir müssen die Aufgaben, die der Kanton übernimmt, massiv hinterfragen und schauen, wo wir den Ausgabenbereich endlich ein wenig herunterfahren können. Dann wird eine Steuersenkung für die natürlichen Personen in einem grösseren Ausmass

möglich sein, und wir können, Adrian, die rote Laterne abgeben.

Ich komme jetzt zu Ziffer 3. Ziffer 2 lehnen wir ab. – Nein, entschuldigen Sie, Ziffer 2 nehmen wir als Motion an und Ziffer 3 auch, weil sie in die gleiche Richtung geht. Wir wollen, dass der Kanton die Aufgaben überprüft, «alte Zöpfe» abschneidet – die Spitalstandortinitiative lässt grüssen, die Kirchenpolitik lässt grüssen – und Einsparungen bei den Strassen macht. Dann sind wir überzeugt, dass wir für die natürlichen Personen die Steuern senken können. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Ziffer 1 lehnen wir ab, die Ziffern 2 und 3 nehmen wir an.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Im Namen der EVP stelle ich fest, dass die Partei, die eine Steuerstrategie gefordert hatte, sich jetzt ausklinken und eigene Vorstellungen von Steuersenkungen durchsetzen will. Die EVP hat bereits 2012 in der Debatte die Notwendigkeit einer Steuerstrategie fast als einzige Partei in Frage gestellt. Jetzt, wo wir sorgfältig ausgearbeitete Grundlagen haben, sind wir absolut bereit und sehen es als unsere Pflicht an, uns fundiert damit auseinanderzusetzen. Was macht aber die FDP? Weil die Resultate der methodischen Grundlagenanalyse nicht ihren Vorstellungen entsprechen, soll jetzt kurzfristig und mit der Brechstange eine Steuersenkung durchgesetzt werden. Diese lässt sich populistisch vermarkten, nützt aber kaum jemandem etwas. Die Senkung von 0,5 Steueranlagezehnteln verpufft beim einzelnen unbemerkt. Dafür wird auf der anderen Seite ein Schaden von 70 Mio. Franken angerichtet. Das ist schlicht nicht seriös. Die EVP ist für einen sorgfältigen und fundierten Umgang mit der Steuerstrategie. Die Grundlagen für eine sorgfältige Steuerplanung sind vorhanden. Der Regierungsrat wird seinen Vorschlag unterbreiten und die politischen Gremien werden den Umgang damit zu diskutieren haben. Deshalb propagiert die EVP eine Gesamtsicht – eine seriöse Gesamtsicht! – dieser Finanzpolitik. Dazu gehören nicht nur Steuersenkungsmassnahmen, sondern auch die Frage der Gegenfinanzierung. Wir werden nur steuerpolitische Massnahmen unterstützen, die auch vernünftig gegenfinanziert sind.

Was heisst für uns «vernünftig gegenfinanziert»? Es heisst erstens: Wir müssen Handlungsspielraum in der aktuellen Jahresrechnung haben. Man könnte sagen, zu diesem ersten Punkt haben wir jetzt vielleicht ein bisschen etwas Spielraum. Zweitens müssen wir durch sorgfältige Planung, Prioritätensetzung und Effizienzgewinn auch zukünftig Freiraum in der Jahresrechnung haben. Ein dritter Punkt zur Gegenfinanzierung: Wegen der Unternehmenssteuerreform dürfen wir mit einer Ausgleichszahlung vom Bund rechnen. Die Höhe ist sicher anzuschauen. Was können wir damit machen? Der vierte Punkt ist uns sehr wichtig: Wir müssen bei der Gegenfinanzierung auch über eine steuerpolitische Umverteilung nachdenken. Es gibt Bereiche, in denen es sich absolut lohnt, die Steuern zu erhöhen, damit wir in Bereichen, in denen es sich eben auch lohnt, Steuern senken können. Ein Beispiel ist für uns sicher die Motorfahrzeugsteuer. Es gibt aber auch andere Beispiele. Es lohnt sich, über eine steuerpolitische Umverteilung nachzudenken. Die Analyse einer vernünftigen Gegenfinanzierung und des Volumens der Steuersenkung müssen wir innerhalb der Steuerstrategie machen. Sie kann hier nicht mit so, einem Vorstoss, vom Tisch gefegt werden.

Die EVP wehrt sich gegen Steuersenkungen, die auf Kosten von bestimmten Personenkreisen gehen, die sich nicht wehren können. Zudem wehrt sie sich gegen die Finanzierung von Steuersenkungen, die auf Kosten der Lebensqualität in unserem guten Kanton gehen. Ich fasse die einzelnen Punkte der Motion zusammen: Zu Ziffer 1 «Steueranlagesenkung sofort» sagen wir deutlich nein. Ziffer 2 «Steueranlagesenkung generell für die Zukunft» könnte durchaus ein Thema sein, das man in der Steuerstrategie aufnehmen könnte. Das könnte ein Modell sein. Man hat die Möglichkeit, das jetzt in die Debatte einzubringen und sauber zu analysieren. Die EVP ist für eine echte Auseinandersetzung und nicht für eine Forderung ins Blaue hinaus. Zu Ziffer 3, der Gewinnsteuer: Auch hier will die EVP keine Vorwegnahme der Steuerstrategie. Es gibt diverse Modelle, wie wir die Gewinnsteuer umsetzen und mit diesen Anforderungen umgehen können. Deshalb: Sauber analysieren, was für die juristischen Personen richtig ist, eine gute Auslegeordnung machen und mit der Finanzplanung werden wir sehen, was schlussendlich möglich ist. Wir müssen also dieser unseriösen «Sofort-Forderung» nicht zustimmen. Die EVP empfiehlt die Ablehnung aller Ziffern.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Es ist «Play-off-Zeit», deshalb wechselt das Präsidium zwischendurch auch fliegend.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist nicht grundsätzlich gegen Steuersenkungen, wenn sie untere oder mittlere Einkommen wirklich entlasten oder wenn sie KMU helfen, ihre Produktionsstandorte trotz dem hohen Schweizer Franken in der Schweiz zu erhalten und dadurch auch Arbeitsplätze zu sichern. Wir helfen auch mit, darüber zu diskutieren, wie hoch Steuersenkungen gegenfinanziert sein sollen. Wir sind aber ganz sicher nicht bereit, die bürgerliche Politik der Verknappung der Gelder mit neuen Sparmassnahmen zu bezahlen. Die ASP wurde bereits genannt. Bei 70 oder 140 Mio. Franken Mindereinnahmen wären Sparmassnahmen nicht zu umgehen. Weil aber der grösste Teil des Budgets des Kantons gebunden ist, wären Sparmassnahmen wieder nur in den wenigen Bereichen möglich, wo wir bereits im Rahmen der ASP gespart haben. Im Sozialbereich: Dort haben wir aber grosse Herausforderungen, wie steigende Kosten im Alters- und Langzeitbereich. In der Bildung: Hier haben wir bereits viel, beziehungsweise zu viel gespart. Wenn wir mit unserer Bildungspolitik im Kanton Bern nicht ins Hintertreffen kommen wollen, dann müssen wir in die Bildung investieren und dort ganz sicher nicht sparen. Beim Personal: Die Aufholmassnahmen sind zwar am laufen, aber die Lehrerlöhne bleiben im interkantonalen Vergleich «am Schwanz». Das wird sich mit der Beantwortung der Motion zeigen, die aus der LAG-Diskussion entstanden ist. Und Sparen bei den Investitionen ist ebenfalls eine kurzfristige Geschichte. Die kommenden Generationen werden bezahlen müssen, was wir heute nicht machen, und es schadet zusätzlich dem Baugewerbe.

Ein weiterer wichtiger Grund für unsere Ablehnung: Im Januar hat hier die Mehrheit die Neubewertung der Grundstücke mit dem Hinweis auf die fehlende Steuerstrategie abgelehnt. Das jedenfalls, muss man heute feststellen, war bloss ein vorgeschobener Grund. Sonst würden wir jetzt sicher nicht über diese Finanzmotion diskutieren. Die Steuerstrategie wird im Herbst vorliegen. Dann können wir über allfällige Steuersenkungen diskutieren. Vorher sicher nicht, weil die Konsequenzen unserer Entscheidungen nicht klar sind. Die Günstlingspolitik der Bürgerlichen machen wir nicht mit. Wir wollen in Kenntnis aller Konsequenzen diskutieren und lehnen die Finanzmotion in allen drei Ziffern ab. Das tun wir im Sinne einer nachhaltigen Finanzpolitik. Wir wollen keine Finanzpolitik mit der Giesskanne oder Rosinenpickerei, wie dies hier auch genannt wurde.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Man könnte fast zur Aussage kommen, der Kanton Bern habe für alles Geld, nur nicht für seine Bürger. Ich glaube, in den zehn Jahren, seit ich nun hier bin, hatten wir noch nie eine Session, ohne dass wir Kredite für Infrastrukturbauten, für Anlagen, für Einrichtungen für Forschung und Innovation, für Sozialleistungen, für das Gesundheitswesen, für Bildung, Kultur etc. beschlossen haben. Auch in dieser Session stehen wieder mehrere Kreditgeschäfte an. Das ist per se nicht schlecht. Wir als Parlament müssen uns aber grundsätzlich über die zukünftige Strategie des Kantons unterhalten. Die Strategie, die wir seit Jahren im Parlament und auch in der Regierung fahren, ist die Strategie der Investitionen und der Erneuerung. Das Schwergewicht unserer Politik legen wir vor allem auf eine gute Infrastruktur für die Industrie, für das Gewerbe und für Dienstleistungen für unsere Bürgerinnen und Bürger. Wir bieten im Kanton einen hohen Service public an. Im Kanton bieten wir eine hohe Mobilität, ein gutes Strassennetz, gute ÖV-Anbindungen für alle Bürgerinnen und Bürger, ein hohes Dienstleistungsangebot in Gemeinden, Regionen und im Kanton, ein sehr gut ausgebautes Sozialsystem und eine umfassende Gesundheitsversorgung. Ich darf daran erinnern, dass wir pro Jahr in diesem Kanton brutto etwa eine Milliarde investieren. Bürgerinnen und Bürger haben sich an die gut ausgebaute Infrastruktur gewöhnt. Wenn wir das ändern wollen, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, dann gibt es eine zweite Strategie: möglichst attraktive Steuerbelastungen anstreben. Da reden wir aber nicht von einem halben Steuerzehntel, sondern von fünf oder sechs Steuerzehnteln, was pro Jahr etwa eine Milliarde ausmachen würde. Entsprechend müssen wir die Aufgaben und die Ausgaben reduzieren. Dadurch müssen Bürgerinnen und Bürger bewusst auf eine gute und gut ausgebaute Infrastruktur und einen umfassenden, hohen Service public verzichten. Die Bürger – und vor allem die Unternehmen und die Dienstleister – müssen einen grossen Teil dieser Kosten selber tragen, wenn sie das Dienstleistungsangebot weiterhin behalten wollen. Der Kanton kann sich nicht mehr an Innovationen, Forschung, Entwicklungen und Wirtschaftsförderung beteiligen. Auf einen grossen Teil der Infrastruktur, der Mobilität, des Bildungsangebots, der Gesundheitsversorgung, der Sozialeinrichtungen usw. muss der Bürger verzichten oder dies selber bezahlen. Wir können nicht mehr über einen Beitrag für einen Innovationspark diskutieren oder für ein Forschungsprojekt Sitem Insel. Den Ausbau der Simmentalstrasse müssen wir vergessen oder einen Beitrag an die Kosten

der Tour de France oder auch einen Kreisel per Motion, nur damit wir zwei Minuten schneller in Adelboden auf den Skiern stehen. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wir in diesem Parlament können entscheiden, welche Strategie wir in Zukunft fahren wollen. Wir haben es in der Hand. Aber nicht nur bis zu den nächsten Wahlen, sondern für die nächste Generation. Wir können uns einfach nicht beides leisten: eine ausgebaute Infrastruktur und eine tiefe Steuerbelastung. Eine Hüsch-und-hott-Politik können wir nicht fahren: also einmal Investitionen tätigen und ein andermal ein bisschen Steuern senken. Sonst werden wir überall unattraktiv. Genau aus diesem Grund messen wir der Steuerstrategie, die wir im Herbst diskutieren werden, eine grosse Bedeutung zu. Dort ist dann die Gelegenheit, um über die Ausrichtung von diesem Kanton und diesem Parlament zu diskutieren. Wir müssen uns aber dann auch der Konsequenzen bewusst sein.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich komme zu den Anträgen. Die BDP-Fraktion hat aus den obigen Überlegungen heraus die Motion ausführlich diskutiert. Franziska Schöni hat bereits ziffernweise Abstimmung verlangt. Wir lehnen Ziffer 1 grossmehrheitlich ab. Eine kurzfristige Steuersenkung ist zum jetzigen Zeitpunkt nicht vertretbar. Bei Ziffer 2 beantragen wir ein Postulat. Die Finanzdirektorin hat es angetönt, wir erwarten in Zukunft beim Aufgaben-/Finanzplan mehrere Varianten über die wir entscheiden können. Ziffer 3 ist ein Bestandteil der Steuerstrategie. Dieser Ziffer stimmen wir zu. Wenn die Motionäre Ziffer 2 nicht in ein Postulat wandeln, ist eine Mehrheit für eine Annahme als Motion.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Mein Vorredner muss wahrscheinlich Adi Haas den Vorschlag des Wandels in ein Postulat nochmals persönlich machen. Adi Haas hat nämlich nicht zugehört. Es ist für uns von der SVP und auch für mich persönlich ein bisschen eine neue Situation. Ausnahmsweise prasselt die ganze Schelte von Grün und Links nicht auf uns nieder, sondern diesmal nur auf die FDP. Das hat aber schlicht und einfach den Grund, dass wir nicht gefragt wurden. Eigentlich geschah dies entgegen dem, was wir ursprünglich einmal abgemacht hatten, als wir gemeinsam etwas machen wollten. Nun hat die FDP den Antrag im Alleingang eingegeben. Nichtsdestoweniger wird die SVP sämtliche drei Ziffern unterstützen, weil wir früher ähnliche Forderungen auch immer wieder eingebracht hatten.

Jahr für Jahr hat man immer das gleiche Bild, wenn man das Rechnungsergebnis präsentiert bekommt: Es gibt schlussendlich doch einen guten Abschluss. Es läuft nun schon einige Jahre so. Man hat zwar einen guten Abschluss, aber sieht ganz schwarze Wolken auf uns zukommen. Das geschieht Jahr für Jahr, und es ist auch dieses Jahr nicht anders. Das hat offenbar System und man kann damit natürlich auch versuchen, allen Begehren nach Steuersenkungen den Wind aus den Segeln zu nehmen. Jetzt wird gesagt, man solle die Steuerstrategie abwarten. Diese hat der Regierungsrat eigenmächtig hinausgeschoben, sodass sie nicht nächstens behandelt wird und man vorausschauend auf den Voranschlag Einfluss nehmen könnte. Das muss nachher alles wieder mit Hauruck-Übungen in der Novembersession geschehen. Es ist im Übrigen so: Diese Steuerstrategie sieht keine Steuersenkungen für natürliche Personen vor. Und deshalb würde nichts im Wege stehen, hier seitens des Parlaments dieses Zeichen zu setzen. Aber wir sehen an den Voten, dass sich wahrscheinlich keine Mehrheit finden wird. Diese Steuerstrategie ist ohnehin sehr umstritten. Wenn man den Regierungsräten zuhört, haben diese den Mut wahrscheinlich schon verloren, die einzelnen Punkte dann wirklich umzusetzen; zum Beispiel die Erhöhung der Motorfahrzeugsteuern. Wir sagen es Jahr für Jahr immer wieder: Man müsste das Ausgabenwachstum bremsen. Es fiel dieses Jahr ein bisschen moderater aus. Aber wenn man die letzten Jahre betrachtet, hätte man sehr gut Freiraum für Steuersenkungen, würde man nur schon teilweise bei den Ausgaben zurückbuchstabieren. Ich erinnere an die Pendlerströme, die für den Kanton Bern sehr unvorteilhaft ausfallen. Man kann auch sagen, man müsste warten. Warten wir doch einmal die Auswirkungen der Motion Kipfer ab, die Effizienzsteigerungen generieren will. Aber meine Prognose ist, dass wir einige Jahre warten können, bis man da wirklich etwas sieht. Wenn ich meinem Vorredner zugehört habe, hätte man meinen können, alle anderen Kantone lieferten diesen Service, der ausführlichst präsentiert wurde, nicht. Es sei nur bei uns so, alle anderen Kantone würden diesen Service nicht bieten. Sie können sich die anderen Kantone ansehen. Die tun das alles auch – oder sogar noch mehr – und haben zusätzlich noch einen tieferen Steueransatz auch für die natürlichen Personen.

Wir diskutieren zum x-ten Mal über Steuersenkungen. Es gibt gewisse Kreise, die immer wieder sagen: «Ja, eigentlich sollte man schon, und vielleicht können wir dann irgendwann einmal». Aber in Tat und Wahrheit gibt es hier im Saal weite Kreise, die überhaupt nie helfen werden, Steuern zu senken. Deshalb versuchen wir es einmal mehr, und es wird einmal mehr nicht gelingen. Trotzdem bitte ich Sie, dieses Zeichen jetzt zu setzen – es wäre ein kleines, aber wichtiges Zeichen für den

Kanton Bern – und den Vorstoss in allen drei Ziffern anzunehmen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Es wurde eigentlich schon alles gesagt, und ich bräuchte nichts mehr zu sagen. Entweder wollen wir jetzt Steuern senken und den Kanton auf einen besseren Rang bringen, oder wir wollen ganz an den Schluss rutschen. Heute ist die Gelegenheit, für alle die Steuern zu senken, ohne dass es die Gemeinden betrifft. Wieso wir im Kanton Bern eine Steuersenkung brauchen, wurde bereits erklärt. Wir sind im Kanton Bern mit Steuern stark belastet. Deshalb ist die EDU für ein Ja. Ich bitte Sie, ebenfalls dafür zu stimmen. Auf bessere Zeiten zu warten, bringt nichts. Zuerst Einsparungen machen und die Steuern erst dann senken, wenn wir Geld haben, ist ein Traum, auf den wir wahrscheinlich noch lange warten können. Deshalb sind wir für Annahme und stimmen bei allen Ziffern mit ja.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es ist schon ein bisschen ein Ritual: Im Wahlkampf usw. hört man immer allgemeine Bekenntnisse – um nicht zu sagen Lippenbekenntnisse –, man befürworte Steuersenkungen. Sobald es aber konkret wird, sieht es anders aus. Wir haben jetzt wieder die Vertreterin der glp und den Vertreter der BDP gehört. Auch in der Wirtschaftsstrategie sind alle für Steuersenkungen. Wir hatten x Vorstösse. Das ist seit Jahren – um nicht zu sagen: Jahrzehnten – ein Thema. Sobald es aber konkret wird – und seien es nur bescheidene 0,7 Prozent des Budgets –, spricht man von «Hauruck-Übung», «Hüftschüssen», «Turbosteuersenkung mit der Brechstange». Es brauche zuerst eine Gesamtsicht und eine Steuerstrategie – die man nachher wieder verschiebt –, obschon man zuerst gegen die Steuerstrategie war, und, und, und. Als ich dem BDP-Vertreter zugehört habe, bekam ich das Gefühl, sämtliche Aufgaben des Kantons Bern und unser ganzer Wohlstand hingen an den 0,7 Prozent des Budgets. Höre ich die Vertreterin der glp, sagt diese, es brauche eine Aufgabenüberprüfung. Man müsse jetzt die Aufgaben und die Ausgaben in den Griff bekommen und die ASP sei schrecklich gewesen. Das ist alles völlig widersprüchlich. Einfach sobald eine Steuersenkung konkret wird, will man sie nicht mehr. Der Kanton Bern ist steuerlich «am Schwanz». Das ist einfach so, und es ist bekannt. Deshalb haben wir sehr viele Mitarbeitende von Unternehmen, oder, wie wir jetzt auch gehört haben, Kader der Verwaltung, die hier in Bern arbeiten, aber ausserhalb des Kantons wohnen, weil sie wissen, dass die steuerliche Situation so schlecht ist. Ich weiss auch aus eigener Erfahrung, dass bei der Ansiedlung internationaler Unternehmen die Steuersituation für die natürlichen und juristischen Personen ein wichtiges Kriterium beim Entscheid sind. Es wäre sehr gut, wenn endlich auch einmal der Kanton Bern ein Signal aussenden würde, dass man die Steuern auch einmal senken kann und nicht immer nur erhöht.

In den letzten zehn Jahren, in denen man über Steuersenkungen erfolglos diskutiert hatte, wurde die Steuersituation des Kantons Bern ständig schlechter. Man hat es nie versucht, weil man ständig den Teufel an die Wand malt. Weshalb versucht man es nicht einfach einmal? Was wir gewinnen würden, wenn nur schon alle natürlichen Personen, die hier arbeiten, auch hier wohnen und besteuert werden würden, wäre weit höher als das, was uns diese Steuersenkungen kosten. Ich frage mich manchmal, ob man Angst vor dem Erfolg einer solchen Massnahme hat. Es wird immer wieder über die wirtschaftliche und finanzielle Situation des Kantons Bern lamentiert. Alle sagen, man sollte Schritte machen und vorwärtsgen. Wenn man hier von einer Steuersenkung von 0,7 Prozent des Budgets spricht, dann verlässt einen der ganze Mut, man hat wieder Angst und malt den Teufel an die Wand. Nehmen Sie diese Motion bitte an.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. Somit konnten sich alle Fraktionen äussern. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich glaube, es ist wirklich an der Zeit, Steuern zu senken. Das ist auch überhaupt kein Problem. Wir haben viel Speck; wir haben viel Luft; wir haben viel Handlungsspielraum. Was wir aber unbedingt brauchen, ist Spielraum für KMU und für das Gewerbe. Den Kreisen, die sagen: «Wenn es konkret wird, seid Ihr dagegen», muss ich entgegen, dass wir die Kirchensteuer für die juristischen Personen abschaffen wollten. Das habt Ihr erfolgreich verhindert!

Wir wollen einen Spielraum, damit wir mit dem Gewerbe und den KMU im Kanton Bern einen Spitzenplatz einnehmen können und nicht einfach wieder Mittelmass. Aus meiner Sicht ist es falsch, jetzt für die natürlichen Personen die Steuern um 70 oder 140 Mio. Franken zu senken. Es bleibt

Symbolpolitik, in der Grössenordnung eines tollen Nachtessens mit einer guten Flasche Wein. Dort ist nicht der Hebel, den man ansetzen muss. Aber wir verfeuern damit den Spielraum, wenn wir bereits alles an die natürlichen Personen zurückgeben. Im gleichen Atemzug winken wir locker flockig millionenschwere Projekte durch: Wir wollen ein «Chäfigtürmli» retten; wir wollen eine Tour de France finanzieren; wir wollen einen Innovation-Park finanzieren. Würden wir mit all dem Geld die Unternehmungen entlasten, betrieben wir echte Innovationspolitik und nicht eine Umverteilung via Staat.

Für mich ist auch ein wichtiger Punkt, dass wir endlich aufhören müssen, mit dem Staat die Unternehmungen zu konkurrieren. Ich werde diesbezüglich eine entsprechende Vorlage einreichen und hoffe, Sie werden sich dort auch so gewerbefreundlich geben, wie Sie dies jetzt hier vermeintlich tun.

Ich habe gesagt, wir hätten viel Spielraum. Und da bin auch dafür. Aber es kann nicht sein, dass man wieder einseitig auf die Sozialwerke, auf die Bildung und solche Themen einschlägt. Wir haben auf der anderen Seite genau gleich Themen, wie Strassen, Tourismus, Tour de France, Kirche, Landwirtschaft. Auch dort haben wir dermassen viel Spielraum, um Geld zu sparen. Es geht für mich auch nicht an, dass man permanent auf die Verwaltung eindrischt und sagt, diese sei sowieso nur ineffizient und träge. Wenn wir wirklich etwas tun wollen, müssen wir Aufgaben überprüfen und das Leistungsangebot reduzieren. Dort können wir tatsächlich etwas bewegen. Googeln Sie schnell zur allgemeinen Belustigung, wie viele Fachstellen es im Kanton Bern zu wie vielen Themen gibt. Das ist ein abendfüllendes Kabarett-Programm. (*Hilarité*) Fazit: Ziffer 1 ablehnen; Ziffer 2 und 3 überzeugt annehmen.

Le président. Es wurden keine weiteren Voten aus dem Rat gemeldet. Wünschen die Sprecherinnen und Sprecher der FiKo noch einmal das Wort? – Das ist nicht der Fall. Ich übergebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, directrice des finances. Bei der Diskussion betreffend den Ordnungsantrag waren wir uns nicht einig, aber in einem Punkt kann wirklich von Einigkeit gesprochen werden: Die Steuerbelastung im Kanton Bern ist hoch. Es ist aber nicht ganz so, wie Grossrat Müller zuvor sagte, dass man die Steuern in den vergangenen Jahren immer erhöht habe. Die Zahlen sprechen eine gänzlich andere Sprache, lieber Herr Grossrat: Wir haben in den letzten 15 Jahren Steuereinsparungen in der Höhe von 600 Mio. Franken für Kanton und Gemeinden gemacht. Da müsstest du vielleicht einmal über die Bücher gehen.

Ich sage Ihnen hier wiederholt und meine das sehr ernst: Als bürgerliche Finanzdirektorin möchte ich sehr wohl die Steuern senken. Aber Steuerentlastungen müssen nachhaltig finanziert sein, anders geht es nicht. Wenn man die Berner Finanzen ein bisschen analysiert – und das habe ich gemacht –, dann stellt man fest, dass der Kanton Bern ziemlich viele Erfahrungen mit schief gelaufenen steuerpolitischen Experimenten gemacht hat. Die nicht-finanzierten Steuerentlastungen Ende der 80er- und zu Beginn der 90er-Jahre gehören zu den wichtigen Gründen für die äusserst schwierige finanzielle Situation des Kantons Bern, wie sie sich heute präsentiert. Damals mussten wir jährlich von hohen dreistelligen Millionendefiziten Kenntnis nehmen. Fast im Gleichschritt erfolgten jährlich Entlastungspakete. Liebe Grossrätinnen und Grossräte: Das war eine Rosskur. Deshalb bin ich überzeugt, dass wir heute die richtigen Entscheidungen für morgen nur dann treffen können, wenn wir die Vergangenheit analysieren und daraus die richtigen Schlüsse für die Zukunft ziehen. Wir müssen aus der Geschichte der Berner Finanzen etwas lernen: Der Kanton kann sich nur dann Steuersenkungen erlauben, wenn er sich diese auch leisten kann, was bedeutet, dass sie gegenfinanziert sein müssen. Andernfalls geschieht eine Entwicklung, wie ich sie Ihnen eben mit Bezug auf das Ende der 80er- und den Beginn der 90er-Jahre dargelegt habe.

Der Regierungsrat hat im vergangenen Jahr eine Steuerstrategie erarbeitet – auch im Auftrag des Grossen Rats –, und ich bin mir bewusst, dass es sich dabei nicht um einen grossen Wurf handelt. Es ist halt einfach das Ergebnis dessen, was man sich aus Sicht des Kantons und der Gemeinden im letzten Jahr gerade noch leisten konnte. Mittlerweile ist bekannt, dass der Regierungsrat letzte Woche entschieden hat, dem Grossen Rat die Steuerstrategie nicht wie geplant im Juni vorzulegen. Weshalb traf der Regierungsrat diese Entscheidung? Wir sind der Auffassung, dass die politische Diskussion über den Umfang von steuerlichen Entlastungsmassnahmen erst auf Basis eines aktualisierten und gefestigten Zahlenwerks geführt werden kann oder sogar muss. Deshalb soll die Steuerstrategie in der Novembersession dieses Jahres zusammen mit dem Voranschlag 2017 und dem Aufgaben-/Finanzplan 2018–2020 beraten werden.

Es gibt ja auch verschiedene Gründe, weshalb diese Verschiebung realisiert werden musste. Ich möchte mich aber nur kurz auf die Wichtigsten konzentrieren. Die finanzpolitischen Perspektiven haben sich gegenüber dem Planungsstand vor einem Jahr deutlich verschlechtert. Im Nachgang zur Aufhebung des Euro-Mindestkurses hat sich die Konjunktur massiv abgeschwächt. Logischerweise hat dies Auswirkungen auf die Steuererträge. Von der Rechnung 2014 zur Rechnung 2015 verzeichnen wir praktisch ein Nullwachstum bei den Steuererträgen. Zusätzlich gehen wir von Mehrausgaben im Gesundheitswesen und im Sozial-, Alters- und Langzeitbereich aus. Ich sage das nicht einfach so: Aufgrund der Jahresrechnung 2015 sind diese Zahlen jetzt verifiziert und plausibilisiert. Wir müssen und können nicht ignorieren, dass von massiven Mehrkosten in diesen Bereichen auszugehen ist. Angesichts dieser neuen finanz- und steuerpolitischen Ausgangslage ist für den Regierungsrat eine Gesamtschau auf Basis der aktualisierten Planzahlen notwendig. Das gilt nicht nur für die Steuerstrategie, sondern auch für die Forderung der vorliegenden Motion nach einer Senkung der Steueranlage.

Ich sagte es bereits: Die finanzielle Ausgangslage hat sich verschlechtert und wenn man Steuersenkungen finanzieren will, bewegt man sich plötzlich in einem Verteilungskampf. Es ist schon fast ein Konkurrenzverhältnis: Die einen politischen Kräfte wollen die Steuern senken. Wir haben das nun schon wiederholt gehört. Ich habe noch von niemandem gehört, man wolle Schulden abbauen, aber je nachdem, wie die Diskussionen laufen, ist das auch wieder ein Thema. Andere wollen das Leistungsangebot mindestens gleich halten oder eher noch ausbauen. Das Investitionsniveau soll auch erhalten bleiben. Einigermassen einig sind wir uns wahrscheinlich darüber, dass wir konkurrenzfähige Anstellungsbedingungen für das Personal und die Lehrkräfte haben wollen. Es liegt aber auf der Hand, dass nicht alle dieser Forderungen erfüllt werden können. Es ist unsere Aufgabe – und die aller finanzpolitischen Akteure im Kanton Bern –, die finanzpolitische Balance zu finden. Das ist eine grosse Herausforderung und wird noch manche Diskussion erfordern.

Aufgrund der noch nicht lange zurückliegenden und teilweise sehr schmerzhaften Massnahmen der ASP dürfte eine Steuersenkung, die mit dem Abbau von Leistungen gegenfinanziert werden muss, auf harten politischen Widerstand stossen. Zur Finanzierung von Steuersenkungen wären – wie bei der ASP auch – Massnahmen nötig, die Bürgerinnen und Bürger und Institutionen, welche staatliche Aufgaben erfüllen, direkt und erheblich betreffen. In diesem Zusammenhang möchte ich Ihnen die Bilder der Protestaktion vor und während der Novembersession 2013 in Erinnerung rufen. Ich glaube, wir sind uns einig: Das wollen wir nicht noch einmal erleben. Vor allem wollen wir es nicht erleben, nur, weil man Steuern senken will. Denjenigen, die einfach so fordern, man solle doch einmal in der Zentralverwaltung ein bisschen Leute abbauen, das Ganze etwas verschlanken und ein bisschen weniger Bürokratie und Leerläufe produzieren und entsprechend Personal einsparen, muss ich sagen: Ihr macht euch definitiv etwas vor. Der Regierungsrat hat in der Antwort zur Motion Kipfer – bei der auch die Rede von Stellenabbau bei der Kantonsverwaltung die Rede war – die rückwärtigen Bereiche der Zentralverwaltung definiert. Wir gehen davon aus, dass diese etwa 3000 Vollzeitstellen umfassen. Selbst ein erheblicher Abbau dieser sogenannten Zentralverwaltung wird für eine nachhaltige Finanzierung von Steuerentlastungen bei weitem nicht ausreichen.

Ich komme zum Schluss: Der Regierungsrat empfiehlt dringend, die Diskussionen und Entscheide betreffend Steuersenkungen nicht jetzt, hier und isoliert zu führen, respektive zu treffen, sondern im November, wenn wir die Rahmenbedingungen der Finanzen im Kanton Bern kennen. Ich bitte Sie, die Motion abzulehnen.

Le président. Ich danke für diese Ausführungen. Wünscht der Urheber der Motion noch einmal das Wort? – Das ist nicht der Fall. Damit kommen wir zur Abstimmung über diese Finanzmotion der FDP. Wir stimmen ziffernweise darüber ab. Wer Ziffer 1 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 69

Non 81

Abstentions 3

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer diese annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 87

Non 63

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 2 angenommen. Wir stimmen schliesslich über Ziffer 3 dieser Finanzmotion ab. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 92

Non 62

Abstentions 0

Le président. Sie haben auch Ziffer 3 angenommen. Damit haben wir die Geschäfte der Finanzdirektion bereinigt. Ich verabschiede Frau Regierungsvizepräsidentin Simon und wünsche ihr und ihren Mitarbeitern noch einen guten Tag. An dieser Stelle möchte ich noch Vorbemerkungen zu zwei Geschäften anbringen, und zwar zu den beiden Berichten, die wir beraten werden: Traktandum 23 «Sozialbericht» und Traktandum 27 «Bildungsstrategie». Beim Sozialbericht schlagen wir seitens des Präsidiums vor, dass wir dort eine Eintretensdebatte und anschliessend eine Debatte zu allen Planungserklärungen führen. Ich sage das, damit sich die Sprecher und Sprecherinnen vorbereiten können. Bei der Bildungsstrategie schlagen wir folgende weitere Unterteilung der Debatte vor: Auch bei diesem Geschäft führen wir zunächst eine Eintretensdebatte. Dann würden wir einen ersten Block zu den Planungserklärungen 1 bis 4 vorsehen; einen zweiten Block zu den Planungserklärungen 5, 6, 7 und 9; einen dritten Block zu den Planungserklärungen 8, 10 und 16; einen vierten Block zu den Planungserklärungen 11 und 12, und schliesslich würden wir noch die verbleibenden Planungserklärungen in einem letzten fünften Block beraten. Das wären dann die Planungserklärungen 13, 14, 15 und 17. Soweit dazu, wie wir die Debatten gestalten möchten. Wenn jemand opponieren möchte, dann wenden Sie sich bitte an uns, damit wir den Ablauf noch verbessern können, falls dies nötig sein sollte. Wir haben uns diesbezüglich mit der BiK abgesprochen.